



PREFET D'EURE ET LOIR

DDCSPP
Guichet Unique des Associations
Place de la République CS 70527
28019 CHARTRES CEDEX
Affaire suivie par : Guichet unique
02.37.20.52.43

Le numéro W281005926
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W281005926

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR

donne récépissé à **Madame la Présidente**
d'une déclaration en date du : **13 mars 2017**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

SIMPLEMENT TELLE QUE TU ES

dont le siège social est situé : 9 impasse DU VIEUX PUITS
28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

Décision prise le : **05 mars 2017**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Chartres, le 13 mars 2017

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL

Le Directeur Départemental,

Jean-Bernard ICHE

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.